



**ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

**EXTRAIT DE PÉTITION
(Conforme au Règlement)**

Je dépose l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale, signée par 3 630 pétitionnaires.

Désignation : Citoyens et citoyennes du Québec

Les faits invoqués sont les suivants :

CONSIDÉRANT QUE le gouvernement du Québec impose, depuis septembre 2018, un programme obligatoire d'éducation à la sexualité dès le préscolaire;

CONSIDÉRANT QUE ce programme porte atteinte aux droits des parents d'être consultés;

CONSIDÉRANT QUE ce programme enfreint les droits des parents de fournir à leurs enfants une éducation sexuelle compatible avec leurs valeurs familiales, croyances et mœurs ainsi qu'avec le développement propre à chaque enfant;

CONSIDÉRANT QUE ce programme ne s'inscrit pas dans un cours spécifique;

CONSIDÉRANT QUE ce programme n'est ni neutre ni impartial, et permet à quiconque de l'enseigner selon des interprétations personnelles et des opinions subjectives;

Et l'intervention réclamée se résume ainsi :

Nous, soussignés, demandons au gouvernement du Québec d'y apporter les amendements suivants :

- Réviser le contenu du programme afin d'y refléter un Québec pluraliste et inclusif, notamment sur les plans individuel, familial, social, culturel, moral, spirituel et religieux;
- Revoir la grille-matières afin que l'éducation à la sexualité se fasse dans un cours spécifique;
- Exiger que le contenu du programme soit enseigné par des professionnels certifiés en la matière;
- Retarder l'introduction des apprentissages du cours d'éducation à la sexualité au 3e cycle du primaire pour que le nouveau programme respecte le cadre préétabli par les cours de sciences et d'éthique et culture religieuse;
- Informer les parents par écrit, avant qu'un tel cours soit donné, du contenu et thèmes d'apprentissage, en spécifiant la date et l'heure auxquelles ils seront enseignés, par qui, où, utilisant quels matériel et outils pédagogiques et permettre l'accès des parents à ceux-ci.

Je certifie que cet extrait est conforme à l'original de la pétition.

Saul Polo, député de Laval-des-Rapides

Date de signature de l'extrait